

Retraites : Y aurait pas un peu d'Union européenne derrière tout ça ?

Depuis quelques jours, on ne peut pas ouvrir un journal, écouter une radio ou regarder une TV, sans que bruisse ces différents médias : ouhlala, les retraites, ça va mal, ça va aller encore plus mal, faut faire quèque chose, mais quoi ? Pas ce que fait « Sarko » surtout, parce que lui, c'est forcément pas bien. Mais faut réformer ! y a pas le choix.

Les médias ont trouvé un nouveau sujet, j'allais dire un nouveau jouet, et surtout un autre motif d'agiter contre le Président Sarkozy, le vilain d'entre les vilains.

On nous parle de « réforme » des retraites, on interviewe les secrétaires des confédérations ouvrières, un peu Mailly (FO) par ci et beaucoup de Thibaut (CGT) par là.

Réformer ?

On disait « réformer » quand on renvoyait dans ses foyers un militaire inapte ou quand le cheval de trait était dirigé vers l'abattoir.

Réformer ? Réformer, en vue de quoi et pourquoi ? La démographie, mais oui ma chère, la démographie, c'est la tectonique des plaques de l'économie de santé et la dérive (des dépenses) en matière de retraites.

En 2003, ce n'est pas très loin, la Direction de la recherche, des études et des évaluations statistiques (DRESS), une élite d'économistes, de statisticiens et de chercheurs distingués et polis, fonctionnaires frottés de « marxisme », organisait un remarquable colloque sur le thème « la protection sociale et l'élargissement européen ». On y en apprendra de belles et d'inquiétantes choses. Une économiste britannique (depuis, devenue membre du Conseil d'orientation des retraites) y taillera des croupières, et elle avait raison, aux fonds de

pensions qui absorbaient et fragilisaient tout ce qu'il restait d'économie réelle en Grande Bretagne.

On y apprenait aussi, que les dits fonds de pension étaient allés voir le premier ministre de l'époque, Tony Blair, pour lui demander de reporter à 67 ans l'âge de la retraite. Depuis, les néo-travailleurs l'ont fait, sans riposte d'une classe ouvrière dont le dernier congrès syndical des « Trade union » (encore pas loin de dix millions de membres) a préféré sortir de la léthargie pour appeler au « boycott d'Israël » plutôt que décider d'organiser la défense des retraites et des salaires des travailleurs syndiqués et non syndiqués de Grande Bretagne.

Le colloque dont je viens de parler expliquera : comment fonctionnait désormais ce que nos politiques, surtout du côté de chez la lilloise fille de l'ancien chef de la nomenklatura bruxelloise, on ose encore appeler « la construction européenne ».

Et comment cela fonctionne cette machinerie bureaucratique et tatillonne ?

Au moyen de la MOC, la méthode ouverte de convergence, cela marche. C'est un système basé sur la discussion et la recherche d'un consensus d'experts. Une fois le consensus des experts obtenus, on a les fondements intellectuels, la légitimité « scientifique », des directives européennes que l'on sert au parlement européen, comme les parents des années trente à cinquante faisaient ingurgiter chaque matin aux enfants chétifs et rétifs, la bonne grosse cuillerée à soupe d'huile de foie de morue. On y parlera du laboratoire de la banque mondiale, laboratoire à grande échelle que sont devenues les anciennes républiques « soviétiques » baltes, pour ce qui concerne justement les retraites.

L'année suivante, c'est ce dont on parlera avec force détails, en présence de chefs syndicaux, des secrétaires fédéraux et confédéraux, et même des dignitaires de la « confédération européenne des syndicats ».

Pour être instructif, ce sera instructif ce nouveau colloque. Les experts, nous causeront du Portugal, de la Grèce, de l'Italie, etc.... Ils nous expliqueront qu'il fallait : « réfor-mer !! », qu'il n'y avait pas d'autre voie, et qu'à l'horizon 2050, le montant des pensions de la « réforme » seraient environ la moitié de ce qu'elles étaient au moment où s'exprimaient nos experts travaillant en liaison avec la commission européenne.

Cette saignée, drastique, comme on dit aujourd'hui, c'était une saignée sur quatre décennies, pour « sauver le malade », pour sauver les régimes de retraites.

La saignée, l'humanité a connu cela pendant assez longtemps. On tuait alors le malade à petit feu, pour le soigner, pas pour le guérir. Guérir et soigner, c'était aux antipodes. C'était le règne des Diafoirus. Alors les retraites, les soigner ou les guérir ? Je pense que vous aurez deviné la nature des traitements concoctés, par nos modernes Diafoirus « européens », à l'intention de nos retraites.

En 2010, les Diafoirus et leurs ordonnances de saignées, ils siègent à la commission européenne et dans ses bureaux d'études. Ils élaborent des équations ; ils peaufinent des argumentaires destinés, -sous formes de rapports-, aux médias chargés « d'informer » et aux politiques chargés de mettre en œuvre, par paliers successifs plus ou moins espacés, des décisions qui provoqueraient la révolution partout même parmi les prolétaires les plus paisibles si elles étaient mises en place d'un coup, si chacun savait là où notre consensus d'experts européens a décidé de nous mener et le destin de fin de carrière qu'il prépare à nos enfants.

Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais...

La ci-devant Union européenne s'est élargie, elle a pris de la bedaine. Elle veut encore s'élargir à la Turquie dirigée par des islamistes si modérés qu'ils sont en train de détruire l'armée Kémaliste, seul rempart turc à l'instauration d'une

dictature religieuse du type iranien variante sunnite.

Mais comme l'enveloppe budgétaire du nombre des emplois de nomenclaturistes bruxellois n'est pas aussi extensible que ces gens voudraient, elle a décidé quoi, l'union européenne qui bâtit pour nos filles et fils des régimes de retraites servant des pensions représentant la moitié des retraites actuelles ? Elle a donc décidé de mettre à la retraite, avec une misérable pension de... 9000 euros mensuels, les fonctionnaires de la Commission ayant atteint l'âge de cinquante ans.

Eh oui, ce sont des gens vertueux et désintéressés, ont peut leur faire toute confiance. Ce sont des gens de conscience, ce ne sont pas des arrivistes irresponsables et intéressés qui donnent le là, à Bruxelles, dans les bureaux de la Commission européenne.

A Paris, dans les rédactions, aux états-majors des partis, on fait comme si de tout cela on ne savait rien, ou plutôt, on fait comme si ces décisions stratégiques n'avaient pas été étudiées et n'avaient pas commencées d'être mises en œuvre.

Du côté de ce que l'on appelle par antiphrase probablement, opposition, on s'est mis en état de marche. Pour faire quoi ? Dans la réalité, on caquette et on va caqueter plus fort ; on gesticule et on gesticulera pour faire du vent et du bruit, pour faire du « Sarko- haro ! Du, haro Sarko ! ». Mais dénoncer les plans, -s'opposer aux choix stratégiques que les gouvernement, renonçant à la souveraineté populaire, sont chargés de mettre en place progressivement avec des intonations « Gauche » ou des intonations « Droite »-, pas question.

Défendre l'avenir de nos enfants, préserver leur droit à une fin de vie professionnelle correcte, pas question. On fait donc comme si on n'est au courant de rien et on vibrillonne. Jusqu'à quand ?

Alain Rubin